

Le protocole sanitaire passera au niveau 3 dans les écoles le 9 décembre

8-11 minutes

Jean Castex annonce, le 6 décembre 2021 lors d'une conférence de presse suivant un Conseil de défense sanitaire, le passage au niveau 3 du protocole sanitaire dans le premier degré à partir du jeudi 9 décembre. Cela induit l'obligation du port du masque en extérieur et de nouvelles restrictions pour l'EPS et la cantine. Le Snuipp-FSU juge ce changement "très étonnant car le niveau 3 dans le 1er degré ne change pas grand-chose". Comme le SE-Unsa et le Sgen-CFDT, le Snuipp se montre par ailleurs très critique envers le dispositif de tests généralisé la semaine dernière.



Jean Castex considère que la perspective de vacciner les

enfants de 5-11 ans est "proche". Droits réservés - DR

Le taux d'incidence explose chez les enfants âgés de 6 à 10 ans : il est actuellement supérieur à 800. Il était de 665 au 28 novembre, de 346 le 21 novembre et de 140 le 14 novembre. Le nombre d'élèves positifs au Covid est lui au plus haut depuis plus d'un an ([lire sur AEF info](#)).

Pour tenter de contraindre la diffusion du virus, Jean Castex a annoncé, le 6 décembre lors d'une conférence de presse qui a suivi un Conseil de défense sanitaire, le passage au niveau 3 du protocole sanitaire dans le premier degré ([lire sur AEF info](#)).

Cela implique les changements suivants :

- le port du masque redevient obligatoire en extérieur en élémentaire, pour les personnels et les élèves,
- en EPS, seules les activités de basse intensité compatibles avec le port du masque et une distanciation de 2 mètres sont autorisées en intérieur,
- à la cantine, la limitation du brassage se fait par classe et non plus par niveau.

Les règles concernant le masque et l'EPS entrent en vigueur dès jeudi 9 décembre, celles sur la cantine à partir de lundi 12 décembre. Ces règles seront applicables "jusqu'aux vacances", a indiqué Jean Castex.

"La perspective de vacciner les 5-11 ans est proche"

Le Premier ministre a qualifié de "logique" la hausse du nombre de contaminations chez les enfants "car ce sont les catégories d'âges qui ne peuvent pas être vaccinées et qui sont beaucoup plus dépistées". En outre, a-t-il rappelé, "notre priorité et notre boussole restent et resteront de préserver l'éducation de nos enfants".

Par ailleurs, Jean Castex a annoncé que la perspective de vacciner les enfants de 5-11 ans était "proche", comme l'avait déjà indiqué Olivier Véran ([lire sur AEF info](#)). Le Premier ministre a souligné que la vaccination sera possible pour "les 360 000 enfants en situation surpoids ou ayant des pathologies à risque dès le 15 décembre". Puis, a-t-il ajouté, "sous réserve des avis du CCNE et de la HAS, nous projetons de l'ouvrir à tous les enfants de 5 à 11 ans d'ici la fin de l'année", de manière non obligatoire.

"C'est une catastrophe dans les écoles" (Snuipp)

Guislaine David, secrétaire générale du Snuipp-FSU interrogée par AEF info, trouve ce changement de protocole "très étonnant car le niveau 3 dans le 1er degré ne change pas grand-chose. Il y a le port du masque en extérieur - et, en plus, beaucoup de préfets l'avaient déjà décidé - et on limite davantage le brassage à la cantine mais c'est tout. C'est donc surprenant car le taux d'incidence est le plus élevé chez les jeunes enfants mais on est toujours sur l'allègement du protocole de la semaine dernière".

Le 25 novembre, Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale, a annoncé, pour le premier degré, la fin de la fermeture automatique des classes dès l'apparition d'un cas positif et a généralisé le dispositif expérimenté dans 10 départements : le test de tous les élèves de la classe dès l'apparition d'un cas de Covid et l'isolement des seuls élèves positifs ([lire sur AEF info](#)). Toutefois, en attendant que les élèves se testent et que les élèves négatifs reviennent en classe, celle-ci ferme. Le dispositif devait commencer à se mettre en place le 29 novembre et être totalement opérationnel le 6 décembre.

Les retours des départements expérimentaux sont contrastés : le dispositif avait pu limiter les fermetures de classes mais s'était retrouvé face à des laboratoires débordés ([lire sur AEF info](#)). Une semaine après le début de sa généralisation, les syndicats enseignants se montrent très critiques.

"C'est une catastrophe dans les écoles : il y a les difficultés de gestion avec les parents d'élèves, les informations qui arrivent au compte-goutte, des enfants qui reviennent avec un test négatif à J+1 et qui, deux jours après, ont des symptômes...", liste Guislaine David.

Elle estime ainsi qu'il "est déraisonnable d'avoir changé la doctrine à un niveau de contamination aussi élevé. On a désorganisé les écoles avec des cas en augmentation. En plus, les laboratoires sont débordés et ne viennent plus dans les écoles". Le Snuipp prône le retour à la fermeture pendant 7 jours de la classe dès un cas de Covid afin de "protéger les familles et les équipes".

"Les écoles en situation de tension extrême" (SE-Unsa)

Dans un communiqué, le SE-Unsa estime que ce nouveau dispositif "a mis les écoles en situation de tension extrême". Le syndicat regrette "qu'aucun délai de précaution et de gestion dès la connaissance du premier cas ne soit prévu". Sur France Info, le 3 décembre, le secrétaire général du SE-Unsa, Stéphane Crochet, estimait "plus prudent, lorsqu'on trouve un cas positif dans une classe, de suspendre [la classe] pour un délai au moins de 24 à 48 heures, pour laisser le temps à tout le monde d'aller faire des tests et d'avoir une vision plus globale pour savoir si on peut permettre aux élèves négatifs de revenir". Le SE-Unsa pointe aussi "les difficultés des familles à trouver des lieux de tests, leurs incompréhensions quand la classe

ferme même si leur enfant est négatif".

La FCPE, dans un communiqué du 6 décembre, confirme : "Au-delà de l'injonction de garder son enfant à la maison pour cause de fermeture de classe, les parents sont confrontés à une véritable difficulté concrète à trouver des lieux de tests disponibles avec un rendu de résultat sous 24 heures. S'ajoute à cela l'obligation pour eux de garder leur enfant à la maison en cas de fermeture de classe avec pour ceux qui ne peuvent télétravailler, une perte de salaire substantielle notamment quand ils n'ont par ailleurs aucun justificatif à présenter à leur employeur. Cette situation n'est plus tenable".

Le SE-Unsa regrettait en outre "le manque crucial de remplaçants disponibles pour pallier les absences des enseignants malades du Covid et de tous les autres virus ayant fait leur retour à l'approche de l'hiver".

Le Sgen lance une alerte sociale

De son côté, le Sgen-CFDT lance une "alerte sociale". Le syndicat estime que "la tension dans laquelle les agents assurent leur mission au quotidien n'est pas soutenable : protection insuffisante de leur santé, questions laissées sans réponse par l'employeur, décisions qui aggravent la situation". Ainsi, "dans le premier degré, avec un protocole inapplicable et dont on peut douter de l'efficacité, les directeurs d'école sont amenés à travailler 7 jours sur 7, sur des horaires étendus pour suivre les informations sur les cas confirmés et les cas contacts parmi les élèves et les enseignants et réorganiser l'école".

Le Sgen-FCDT demande notamment que :

- l'État se substitue en urgence aux collectivités locales pour réaliser les travaux d'amélioration de la qualité de l'air là où ces travaux ne sont toujours pas conduits,

- les ministères fournissent enfin des masques chirurgicaux, FFP2 et inclusifs en nombre suffisant, à défaut versent une indemnité spécifique couvrant les dépenses d'équipement des agents,
- le gouvernement organise l'appui opérationnel aux établissements d'enseignement pour le suivi des cas confirmés, des cas contacts parmi les élèves,
- les ministères ouvrent des négociations sur la reconnaissance de l'engagement de l'ensemble des personnels qui assurent le fonctionnement du système d'éducation et de formation dans des conditions difficiles depuis près de deux ans,
- les restrictions au télétravail soient levées dans les services déconcentrés, et dans les services administratifs des établissements ([lire sur AEF info](#)),
- les programmes, les référentiels, les attendus en matière d'évaluation soient enfin adaptés.

Le calendrier des vacances maintenu

Alors que des médias évoquaient une possible avancée des dates des vacances scolaires de Noël, le Premier ministre n'a pas annoncé une telle mesure. Dans le *JDD* du 5 décembre, le virologue Bruno Lina, membre du conseil scientifique, ne prônait pas l'allongement des vacances bien que "les enfants, dans les tranches d'âge non vaccinées, soient désormais le principal moteur de la reprise épidémique". Pour lui, la clef est "le développement du dépistage".

En revanche, le professeur Philippe Amouyel, épidémiologiste et professeur de Santé Publique à l'université de Lille, interrogé sur [RTL](#) le 6 décembre, recommandait, lui, d'avancer les vacances d'une semaine.